

Recherches sociographiques



Marius DEMERS, *Une analyse de l'évolution des dépenses des universités de 1972-1973 à 1983-1984*

Gérard Bélanger

Volume 26, Number 1-2, 1985

Situation de la recherche sur le « Canada français », 1962-1984 I

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056161ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056161ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bélanger, G. (1985). Review of [Marius DEMERS, *Une analyse de l'évolution des dépenses des universités de 1972-1973 à 1983-1984*]. *Recherches sociographiques*, 26(1-2), 301–302. <https://doi.org/10.7202/056161ar>

Il y aurait lieu, en terminant, de faire quelques critiques mineures. Certains tableaux défient toute lecture, même attentive. Pour les comprendre, on est forcé de toujours se référer au texte. Certaines descriptions, un peu longues, auraient pu être raccourcies et résumées, en supposant une bonne lisibilité, en quelques tableaux... Il reste à souhaiter que cette étude, par la quantité et la qualité des données et des analyses, par le cadre d'analyse qu'elle utilise, suscite une lecture attentive et, surtout, incite d'autres à continuer là où elle s'arrête.

Louis GUAY

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Marius DEMERS, *Une analyse de l'évolution des dépenses des universités de 1972-1973 à 1983-1984*, Québec, Ministère de l'éducation, 1984, 125p.

Les dépenses unitaires des différents services publics demeurent un domaine statistique sous-développé au Canada, malgré l'importance des dépenses des gouvernements en biens et services, qui représentaient 24.4% du P.N.B. en 1984. Il est très difficile d'établir des comparaisons inter-provinciales des coûts, puisque les données qui réussissent à être publiées ne sont pas ou peu normalisées. Par exemple, les données disponibles sur le secteur hospitalier ne tiennent pas compte que les services des cliniques externes sont relativement plus développés au Québec qu'en Ontario. Il faut aussi noter que le refus du Ministère de l'éducation du Québec de fournir certaines statistiques empêche des comparaisons dans les publications de Statistique Canada, principalement quant à la rémunération des professeurs. Par exemple, dans la publication *Enseignants dans les universités* (cat. 81-241), il est annuellement écrit, depuis 1980-1981 : « Au moment de la publication, aucune donnée n'était disponible concernant la province de Québec; les tableaux ne comprennent donc des données que sur neuf provinces. »

Depuis plusieurs années, Marius Demers se consacre à disséquer l'évolution des dépenses de fonctionnement en éducation au Québec, ainsi que les écarts avec l'Ontario. Ici, ce sont les dépenses de fonctionnement des universités, entre 1972-1973 et 1983-1984, qui sont soumises au travail de décomposition comptable. La méthode utilisée demeure simple : à partir de certaines identités — *vg.* les dépenses (D) sont égales au produit des prix (P) et de la quantité (Q) — on peut mesurer les contributions relatives de différents facteurs à l'évolution des dépenses ou à l'écart avec une autre administration.

Les résultats de différentes décompositions peuvent être instructifs : même si les dépenses de fonctionnement par étudiant des universités québécoises ont augmenté de 147%, passant de \$3 665 à \$9 065 « entre les années scolaires 1972-1973 et 1982-1983, on constate qu'il y a eu une diminution des ressources réelles (en dollars constants) consacrées à chaque étudiant (10%) » (p. 2). En contrepartie, des décompositions plus détaillées rendent facilement le texte incompréhensible, comme l'illustre le paragraphe suivant :

« L'écart réduit entre le Québec et l'Ontario dans les dépenses par étudiant en 1983-1984 (8 722\$ - 8 086\$ = 636\$), le produit par habitant inférieur au Québec (13 733\$ en comparaison de 17 086\$) et le facteur démographique supérieur au Québec (23,0% en comparaison de 21,7%) ont un effet positif sur l'écart entre les rapports : dépenses/PIB, qui est environ une fois et demie l'effet négatif sur ce même écart produit par le taux de fréquentation scolaire inférieur au Québec, d'où l'écart de 14% entre les efforts financiers relatifs au Québec et en Ontario. » (P. 73.)

Le but de ce travail n'est pas d'expliquer le pourquoi des évolutions mais de mieux les décrire en présentant une image plus détaillée des phénomènes. Il fournit ainsi une information utile, qui devrait être imitée par d'autres publications concernant les différents services publics. Les publications gouvernementales ne devraient-elles pas au minimum remplir ce rôle informatif ?

Malgré la simplicité méthodologique des décompositions, reste le problème inhérent à la conversion d'un produit en une somme. En effet, une variation des dépenses (ΔD) se décompose en une somme de trois termes : une variation de prix multipliée par la quantité initiale ($\Delta P Q_0$), une variation de quantité multipliée par le prix initial ($\Delta Q P_0$) et la variation de prix multipliée par la variation de quantité ($\Delta Q \Delta P$). Ce troisième terme, qui peut être qualifié de terme d'interaction entre les facteurs, fait problème dans les mesures des contributions relatives. L'auteur demeure conscient de cette embûche en y consacrant un appendice de quelques pages. Malheureusement, il a oublié d'en tenir compte dans la première partie de son texte, ce qui entraîne des estimés divergents. Il note, à la page 26, « que la masse salariale du personnel enseignant en dollars constants est passée de 130 millions de dollars en 1972-1973 à 189 millions en 1982-1983, soit une augmentation de 45 % », relativement à un accroissement de 58 % de la clientèle étudiante. Toutefois, le tableau de la page précédente propose une image différente : l'augmentation de la masse salariale en dollars constants n'est pas de 59 millions mais plutôt de 104 millions de dollars, c'est-à-dire un accroissement de 80 %, bien supérieur à celui du nombre des étudiants. La différence provient du terme d'interaction. Un moyen de réduire considérablement son effet, ou de virtuellement l'éliminer, consiste à convertir les données en taux de croissance annuels.

Gérard BÉLANGER

*Département d'économique,
Université Laval.*

Alberto CAMBROSIO et Raymond DUCHESNE (dir.), *Les enjeux du progrès*, Montréal, Presses de l'Université du Québec/Télé-Université, 1984.

« Notre société oscille entre la scientolatrie et la scientophobie... »

(Albert JACQUART, *Au péril de la science?*)

Doit-on abandonner la science aux scientifiques? Peut-on ne pas tenir compte de ses conséquences sociales, au delà de celles purement économiques? La science est-elle neutre? Est-elle à la base de tout progrès? Mais quel progrès? Telles sont quelques questions, parmi d'autres, que l'on devrait se poser en essayant de relier science, technologie et société. Le recueil de textes que nous proposons Raymond Duchesne et Alberto Cambrosio tente de soulever quelques-unes de ces questions, sinon d'essayer d'y apporter une ou plusieurs réponses. Mais, comme dans beaucoup de recueils de ce genre, on trouve de tout, du bon et du moins bon, des textes qu'on prend plaisir à relire sinon à découvrir, faute d'autres qu'on aurait bien voulu voir, évidemment selon notre propre cheminement et nos propres critères scientifiques.

Les auteurs ont divisé l'ouvrage en deux parties, la première, intitulée « Science et croissance », traitant plus particulièrement des sources et de la mesure de la recherche, ainsi que du développement et des politiques scientifiques; la seconde, « Science et conscience », analysant l'impact de la science et de la technique en biologie, en politique, dans les sciences sociales, et